



Profils de financement DES PETITES ENTREPRISES

Programme de recherche sur le
financement des PME

octobre 2010

L'entrepreneuriat au féminin

Owen Jung

Direction générale de la petite entreprise et du tourisme, Industrie Canada

POINTS SAILLANTS

- En 2007, les petites et moyennes entreprises (PME) dont les femmes détenaient la majorité des intérêts (c.-à-d. au moins 51 % du capital de l'entreprise) représentaient 16 % des PME du Canada.
- En moyenne, les femmes propriétaires d'entreprise étaient plus jeunes et faisaient état d'un moins grand nombre d'années en tant que gestionnaire ou propriétaire que leurs homologues masculins.
- Les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient plus susceptibles d'évoluer dans l'industrie touristique que celles dont les hommes détenaient la majorité des intérêts.
- En 2004 et en 2007, les revenus gagnés par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts demeuraient nettement inférieurs à ceux des entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts. Toutefois, le revenu net avant impôt affiché par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts était comparable à celui affiché par les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts.
- En 2007, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient proportionnellement aussi nombreuses que celles de leurs homologues masculins à rechercher un financement externe (taux de demande de 17 %), alors qu'en 2004 les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts étaient proportionnellement plus nombreuses à rechercher du financement (24 % contre 15 %, respectivement).
- La plupart des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts et qui recherchaient un financement en 2007 avaient réussi à obtenir au moins une certaine forme de financement externe. Toutefois, ces entreprises étaient proportionnellement moins nombreuses à faire état d'un financement par emprunt à court terme, sous forme de marge de crédit ou de carte de crédit, que celles dont les hommes détenaient la majorité des intérêts (77 % contre 94 %, respectivement).
- Peu de données indiquent une disparité en ce qui a trait aux taux d'intérêt ou aux demandes de sûreté réelle entre les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts et celles de leurs homologues masculins. Pourtant, parmi les PME à qui l'on a refusé un financement par emprunt, des antécédents de crédit médiocre ou l'absence de sûreté réelle sont des motifs beaucoup plus souvent invoqués dans le cas des entreprises appartenant en majorité à des femmes que pour celles appartenant en majorité à des hommes.
- Parmi les PME qui avaient l'intention d'élargir la taille et la portée de leurs activités dans les deux années suivantes (ayant fait part d'intentions de croissance), les entreprises appartenant en majorité à des femmes avaient souvent davantage besoin d'un financement externe pour financer leurs plans d'expansion que celles appartenant à des hommes. Fait intéressant, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient plus enclines à envisager le partage des capitaux propres de l'entreprise pour financer leurs plans d'expansion que celles de leurs homologues masculins.
- En 2007, les entreprises appartenant en majorité à des femmes étaient plus susceptibles que celles appartenant en majorité à des hommes d'indiquer des intentions de croissance.
- De 2004 à 2008, les entreprises ayant exprimé des intentions de croissance ont affiché une croissance nettement plus vigoureuse au chapitre du revenu total et des équivalents temps plein (employés) que celles qui n'avaient pas exprimé d'intentions de croissance, quel que soit le sexe du propriétaire.

INTRODUCTION

Les femmes entrepreneures occupent une place importante au sein des petites et moyennes entreprises du Canada et, par conséquent, la stimulation de l'activité entrepreneuriale des femmes aura une incidence notable sur la richesse et la création d'emplois dans tout le pays. L'accès au financement constitue un facteur essentiel pour la plupart des entrepreneurs, leur permettant de prendre leur essor, et certains chercheurs craignent que les femmes propriétaires d'entreprise aient moins facilement accès au financement – ou bénéficient d'un financement dans des conditions d'emprunt moins favorables – que leurs homologues masculins en raison de plusieurs facteurs, dont la taille de l'entreprise, souvent plus petite; le manque d'expérience en gestion; et un dossier de crédit moins convaincant, voire inexistant. Parallèlement, bien des études portent à croire qu'il n'y a pas de disparité dans l'accès au financement entre les femmes propriétaires d'entreprise et leurs homologues masculins.

En s'appuyant sur la base de données la plus complète sur le financement des PME, accessible grâce au Programme de recherche sur le financement des PME, le présent rapport décrit les caractéristiques et les activités de financement récentes des PME dont la majorité des intérêts appartiennent à des femmes (c.-à-d. que les femmes possèdent au moins 51 % du capital de l'entreprise). Dans le présent document, l'expression « femme propriétaire d'entreprise » désigne uniquement les femmes qui détiennent la majorité des intérêts d'une PME. En s'appuyant essentiellement sur les résultats de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2004 et 2007, soit les deux années les plus récentes pour lesquelles on dispose d'éléments d'information, le présent rapport s'efforce de répondre aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts présentent-elles des caractéristiques différentes des PME dont les hommes détiennent la majorité des intérêts?

Données sur le financement des PME

Pour les besoins du présent rapport, on entend par « petites et moyennes entreprises » les entreprises commerciales comptant moins de 500 employés et ayant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions de dollars. Sont exclus les organismes à but non lucratif, les organismes publics, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives ainsi que les sociétés de financement et de crédit-bail.

Les données sur le financement utilisées pour la présente analyse sont tirées de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME). Cette enquête a pour but d'étudier la demande et les sources de financement des PME. La base de données qui en résulte renferme de l'information sur le processus de demande, le profil des entreprises ainsi que les caractéristiques démographiques des propriétaires de PME. Pour obtenir un complément d'information sur cette enquête, visitez le site Web du PRF PME (www.pme-prf.gc.ca).

Bien que le présent rapport mette l'accent sur les PME dont la majorité des intérêts sont détenus par des femmes, comparativement à celles dont la majorité des intérêts sont détenus par des hommes, il se trouve qu'environ un cinquième des PME ayant fait l'objet du sondage étaient indiquées comme étant des sociétés en propriété conjointe (propriété séparée à parts égales entre les deux sexes). Comme il est impossible de savoir, dans le cas des PME en propriété conjointe, si l'un des propriétaires détient une autorité ou responsabilité disproportionnée, ces entreprises ont été essentiellement exclues de l'analyse.

- En quoi l'expérience des femmes propriétaires d'entreprise est-elle différente de celle de leurs homologues masculins lorsqu'elles cherchent à obtenir du financement?
- Les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts affichent-elles une courbe de croissance différente de celle des PME dont les hommes détiennent la majorité des intérêts?
- À quels obstacles importants les femmes propriétaires d'entreprise se heurtent-elles lorsqu'elles cherchent à obtenir du financement?

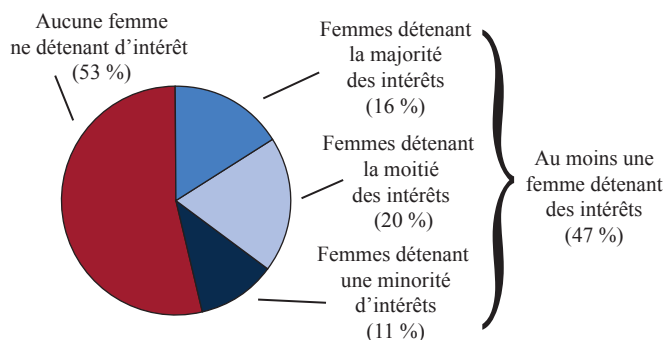
CARACTÉRISTIQUES DES FEMMES PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE

Les femmes propriétaires d'entreprise étaient habituellement plus jeunes et comptaient moins d'années d'expérience en tant que gestionnaire ou propriétaire que leurs homologues masculins

Après une période de forte croissance soutenue, le nombre de femmes se mettant à leur compte (travailleuses autonomes) s'est stabilisé au cours de la dernière décennie. De 1999 à 2009, le nombre de travailleuses autonomes a augmenté de 13 % et celui des travailleurs autonomes, de 10 %¹.

En 2007, un peu plus de 260 000 entreprises appartenaient en majorité à des femmes, ce qui représente 16 % des PME du Canada (figure 1). Près de la moitié des PME au pays comptaient au moins une femme parmi les propriétaires. Dans l'ensemble, la répartition de la propriété des PME en fonction du sexe a peu changé entre 2001 et 2007.

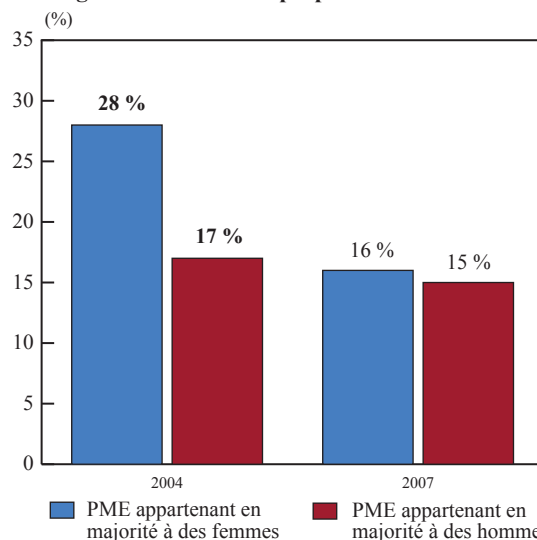
Figure 1
Répartition entre les sexes – propriété des PME



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Le profil d'âge des femmes propriétaires d'entreprise a changé considérablement, puisque la proportion de femmes de moins de 40 ans est passée de 28 % en 2004 à 16 % en 2007 (figure 2). Malgré cela, en 2007, les femmes propriétaires d'entreprise étaient généralement plus jeunes que leurs homologues masculins, avec une moyenne d'âge de 48,5 ans comparativement à 51,1 ans.

Figure 2
Pourcentage de PME dont les propriétaires ont moins de 40 ans*

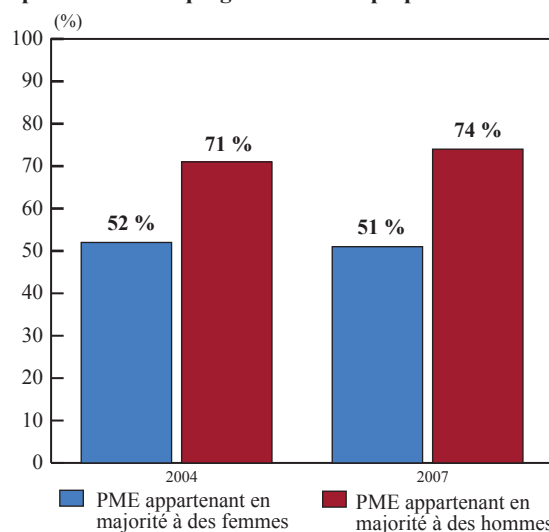


Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

En 2007, 51 % des femmes propriétaires d'entreprise comptaient plus de 10 ans d'expérience en tant que gestionnaire ou propriétaire de l'entreprise, comparativement à 74 % des hommes (figure 3). La différence en ce qui concerne l'expérience est statistiquement significative au seuil de 5 %.

Figure 3
Pourcentage de PME dont les propriétaires comptent plus de 10 ans d'expérience en tant que gestionnaire ou propriétaire de l'entreprise*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

¹ Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0012.

Les femmes propriétaires d'entreprise étaient plus susceptibles d'exploiter une entreprise jeune et d'évoluer dans l'industrie touristique

Le tableau 1 présente une comparaison des caractéristiques générales des PME dont les femmes sont propriétaires majoritaires et dont les hommes sont propriétaires majoritaires. En 2007, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient plus jeunes que celles de leurs homologues masculins. Parmi les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts, 38 % avaient commencé à vendre des biens et des services après 2001, comparativement à 30 % des entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts. Quarante-quatre pour cent des PME dont les femmes détenaient la majorité des intérêts avaient leur siège social en Ontario.

Fait intéressant, les femmes propriétaires d'entreprise étaient comparativement plus nombreuses que leurs homologues masculins à parler une langue autre que le français ou l'anglais (22 % contre 12 %), même si un très petit pourcentage seulement d'entre elles (0,3 %) résidaient au Canada depuis moins de cinq ans.

En 2007, les femmes propriétaires d'entreprise étaient proportionnellement plus nombreuses que leurs homologues masculins à classer leur

entreprise parmi les entreprises à « croissance lente » (47 % contre 37 %), alors que les hommes étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes à exploiter une entreprise dont le chiffre d'affaires avait cessé de grossir (« à maturité ») ou avait commencé à baisser (« en déclin »).

Les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts sont traditionnellement concentrées dans les secteurs du commerce de détail et des services (Carter, 2002). En 2007, les PME dont les femmes détenaient la majorité des intérêts avaient encore tendance à privilégier les secteurs liés au commerce de gros ou de détail (17 %), les services professionnels (15 %) et le tourisme (13 %). Cependant, l'écart entre les sexes n'était statistiquement significatif que pour le tourisme. Dans le secteur agricole ou primaire, la fabrication et les industries du savoir, les PME dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient moins nombreuses que les entreprises de leurs homologues masculins, mais les écarts entre les sexes ne sont pas statistiquement significatifs.

Tableau 1

Profil des PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et de celles dont les hommes détiennent la majorité des intérêts, 2007*

Caractéristiques	PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts (%)	PME dont les hommes détiennent la majorité des intérêts (%)
<i>Âge du propriétaire</i>		
Moins de 40 ans	16	15
De 40 à 49 ans	37	28
De 50 à 64 ans	41	44
65 ans ou plus	6	13
<i>Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou des services</i>		
Démarrage entre 2005 et 2007 (soit entre 1 et 2 ans d'existence)	15	13
Démarrage entre 2002 et 2004 (soit entre 3 et 5 ans d'existence)	23	17
Démarrage avant 2002 (plus de 6 ans d'existence)	62	70
<i>Industrie</i>		
Agriculture ou secteur primaire	4	9
Industries du savoir	6	8
Fabrication	3	5
Tourisme	13	7
Services professionnels	15	11
Commerce de gros ou de détail	17	13
Autres industries	42	47
<i>Étape du développement (indiquée par le propriétaire)</i>		
Démarrage	4	5
Croissance rapide	9	9
Croissance lente	47	37
Maturité	32	37
Déclin	8	12
<i>Langue maternelle</i>		
Anglais	60	66
Français	18	22
Autre	22	12
<i>Caractéristiques du propriétaire détenant la majorité des intérêts</i>		
Autochtone	1	2
Appartenant à une minorité visible	11	8
Personne handicapée	2	2
Résidant au Canada depuis moins de 5 ans	0,3	2
Membre de la famille	57	62
<i>Région (% de toutes les PME de la région entre parenthèses)**</i>		
Atlantique	7 (17)	7 (65)
Colombie-Britannique	14 (16)	14 (65)
Ontario	44 (20)	33 (60)
Prairies	15 (11)	21 (61)
Québec	20 (15)	25 (74)
Canada	100 (16)	100 (64)
<i>Entreprise exploitée en région rurale</i>	16	23
<i>Entreprise exportatrice de biens ou de services</i>	9	9

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

** Par exemple, en 2007, 7 % des PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts étaient situées dans les provinces de l'Atlantique. Ces entreprises représentaient par ailleurs 17 % de l'ensemble des PME dans les provinces de l'Atlantique.

COMPARAISON DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

Les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts semblent rattraper celles de leurs homologues masculins en ce qui concerne la taille

Il ressort des études antérieures que les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts sont dans l'ensemble plus petites que celles dont les hommes détiennent la majorité des intérêts, tant sur plan du nombre d'employés que des actifs (Jennings et Cash, 2006; Cole et Mehran, 2009; Fairlie et Robb, 2009). L'écart entre les deux groupes semble toutefois se rétrécir en ce qui ce a trait aux deux critères.

Comme l'illustre le tableau 2, en 2007, 81 % des PME appartenant en majorité à des femmes étaient des micro-entreprises (moins de 5 employés), contre 79 % des PME appartenant à des hommes. En outre, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient comparativement moins nombreuses à employer 20 personnes ou plus. Néanmoins, l'écart entre les sexes n'est pas statistiquement significatif, quelle que soit la taille de l'entreprise présentée au tableau 2.

Tableau 2
Répartition (%) des entreprises selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)

Nombre d'employés	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
0	54	50	54	50
De 1 à 4	32	32	27	29
De 5 à 19	12	13	17	15
De 20 à 99	2	4	1	5
De 100 à 499	<1	<1	<1	<1

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

Le tableau 3 présente, à partir des données fiscales reliées par Statistique Canada, un sommaire des données financières sur les PME constituées en société dont les propriétaires majoritaires étaient des femmes et dont les propriétaires majoritaires étaient des hommes². Comme l'indique le tableau, les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts affichent une excellente performance pour ce qui est du revenu total moyen, qui est passé de 335 000 \$ en 2000 à 525 000 \$ en 2004 et à 563 000 \$ en 2007. Nonobstant ces augmentations du revenu, le revenu total moyen produit par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts en 2007 était inférieur de moitié à celui mentionné par les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts. En revanche, le bénéfice moyen net (avant impôt) des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts s'élevait à 32 000 \$ en 2004 et à 48 000 \$ en 2007. Pour les deux années de référence, l'écart entre les sexes dans le bénéfice net moyen avant impôt n'est pas statistiquement significatif. Mesuré en tant que pourcentage du bénéfice net avant impôt des entreprises appartenant majoritairement à des hommes (bénéfices des hommes), le bénéfice net avant impôt des entreprises appartenant majoritairement à des femmes a fait un bond, passant de 52 % en 2000 à 89 % en 2004, et il est demeuré à 89 % en 2007. Ceci porte à croire qu'en ce qui concerne le bénéfice net avant impôt, l'écart entre les deux groupes se rétrécit.

Entre 2004 et 2007, l'écart entre les sexes s'est rétréci en ce qui concerne les actifs à court terme, le passif total, le total des capitaux propres et les bénéfices non répartis. L'actif moyen à court terme des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts a fait un bond considérable tant en 2004 qu'en 2007, si bien que l'écart entre les sexes n'était plus statistiquement significatif en 2007. En ce qui concerne l'autre volet du bilan, le passif total moyen a augmenté considérablement dans les entreprises des deux groupes, et plus particulièrement dans celles dont

² Les données fiscales ont été reliées aux séries de données du PRF PME de 2004 et de 2007. Les données fiscales incluaient celles sur les entreprises non constituées en société, mais le volume de données était beaucoup plus limité que celui fourni pour les entreprises constituées en société.

Tableau 3
Chiffres choisis des états financiers (montant moyen en dollars)*

	2000		2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts**	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Revenu total	335 000	706 000	525 000	956 000	563 000	1 126 000
Dépenses totales	301 000	641 000	493 000	900 000	515 000	1 072 000
Bénéfice net avant impôt	34 000	65 000	32 000	36 000	48 000	54 000
Bénéfice net avant impôt (en tant que % du bénéfice des hommes)	52	—	89	—	89	—
Actif à court terme	117 000	250 000	202 000	311 000	436 000	393 000
Immobilisations corporelles	152 000	337 000	121 000	304 000	125 000	396 000
Actif total	269 000	587 000	323 000	615 000	561 000	789 000
Passif à court terme	—	—	113 000	231 000	145 000	283 000
Passif total	152 000	351 000	209 000	422 000	345 000	549 000
Bénéfices non répartis	—	—	106 000	119 000	154 000	137 000
Total des capitaux propres	117 000	236 000	114 000	193 000	216 000	240 000

Source : Données fiscales reliées au Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %. On n'a pas effectué de tests statistiques pour 2000, car les données brutes n'étaient pas disponibles.

**En raison de la présence notable de valeurs aberrantes dans l'échantillon des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts en 2004, les observations au-delà du 99^e percentile dans le revenu total entre les entreprises de cette catégorie ont été exclues pour cette année-là.

les femmes détenaient la majorité des intérêts, de sorte que l'écart entre les sexes n'était plus statistiquement significatif en 2007. Entre 2004 et 2007, on observe également un accroissement important du total des capitaux propres des entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts, alors que le total des capitaux propres des entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts n'était en 2007 que légèrement supérieur à la moyenne de 2000. Fait également notable, les bénéfices non répartis des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient plus élevés en 2007 que ceux des entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts, mais l'écart n'est pas statistiquement significatif.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

Pour mieux évaluer la santé financière d'une entreprise, cinq ratios financiers standard ont été calculés (voir l'encadré à la page suivante) à partir

des données fiscales reliées aux séries de données du Programme (tableau 4)³. Comme l'indique le tableau, il y a des écarts sensibles entre les sexes pour chaque année. En 2004, le ratio de liquidité générale médian des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts était légèrement inférieur à 1,0, alors que le ratio de liquidité générale médian des entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts était d'environ 1,3, suggérant une meilleure santé financière. En 2007, toutefois, les ratios de liquidité générale médians des entreprises des deux groupes étaient presque identiques.

En ce qui concerne la marge bénéficiaire brute médiane, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts affichaient une performance marginalement supérieure en 2004 et en 2007 à celle dont les hommes détenaient la majorité des intérêts. En revanche, les entreprises appartenant en majorité à des femmes avaient un ratio du bénéfice d'exploitation médian plus faible pour les deux années de référence.

³ En raison de la présence fréquente de valeurs aberrantes importantes, on a jugé préférable d'utiliser les valeurs médianes au lieu des valeurs moyennes.

Ratios financiers

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif à court terme}}{\text{Passif à court terme}}$$

Indique la liquidité sur le marché d'une entreprise. Un ratio de liquidité élevé indique qu'une entreprise est en bonne position pour couvrir son passif à court terme.

$$\text{Marge bénéficiaire brute} = \frac{\text{Produit de la vente} - \text{Coût des biens vendus}}{\text{Produit de la vente}}$$

Mesure la proportion du revenu net après déduction du coût des biens vendus. Une marge bénéficiaire brute élevée indique que l'entreprise dispose de plus de ressources pour payer ses frais généraux.

$$\text{Ratio du bénéfice d'exploitation} = \frac{\text{Bénéfice net avant impôt} + \text{Frais d'intérêt et charges bancaires}}{\text{Produit de la vente}}$$

Exprime le bénéfice d'exploitation en tant que proportion du produit de la vente. Un ratio du bénéfice d'exploitation élevé indique que l'entreprise a des ressources disponibles pour payer ses coûts fixes.

$$\text{Couverture des intérêts} = \frac{\text{Bénéfice net avant impôt} + \text{Frais d'intérêt et charges bancaires}}{\text{Frais d'intérêt et charges bancaires}}$$

Indique la capacité d'une entreprise à générer des revenus suffisants pour couvrir ses frais d'intérêt. Un ratio de couverture des intérêts élevé porte à croire que l'entreprise est en bonne position pour éviter les défauts de paiement.

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Passif total}}{\text{Capitaux propres}}$$

Indique la proportion de capitaux propres et d'endettement que l'entreprise utilise pour financer ses actifs. Un ratio d'endettement élevé indique que l'entreprise a amplement recours à l'effet de levier des emprunts.

En outre, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts avaient en 2004 et 2007 un ratio de couverture des intérêts médian inférieur à celui des entreprises appartenant en majorité à des hommes, ce qui porte à croire que ces entreprises étaient dans une position plus faible pour faire face à leurs frais d'intérêt. Enfin, le ratio d'endettement médian était, pour les deux années, plus élevé pour les entreprises appartenant en majorité à des hommes, ce qui donne à penser que les hommes propriétaires d'entreprise avaient davantage tendance à recourir au financement par emprunt pour soutenir la croissance de leur entreprise.

Tableau 4
Ratios financiers choisis (valeurs médianes)

	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Ratio de liquidité général	0,98	1,27	1,51	1,49
Marge bénéficiaire brute	0,66	0,59	0,74	0,69
Ratio du bénéfice d'exploitation	2,6 %	3,5 %	2,1 %	4,6 %
Couverture des intérêts	1,82	2,25	1,98	3,46
Ratio d'endettement*	0,86	1,07	0,62	0,85

Source : Données fiscales reliées au Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

* Excluant les entreprises dont la valeur totale des capitaux propres est nulle ou négative.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

En 2007, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts recherchaient un financement tout autant que celles de leurs homologues masculins

Compte tenu du rôle crucial que joue le financement dans la capitalisation des PME, il est impératif de déterminer si les femmes propriétaires d'entreprise se heurtent à des obstacles particuliers lorsqu'elles essaient d'obtenir un financement externe. Les études antérieures soutenaient que les entreprises appartenant en majorité à des femmes cherchaient moins souvent à obtenir un financement externe que les entreprises appartenant en majorité à des hommes (Coleman, 2002; Fabowale et coll., 1995), mais une étude réalisée par Orser et coll. (2006), qui s'est penchée sur les activités de financement des PME canadiennes en 2001, indique qu'il pourrait en être autrement. En fait, les données présentées ici révèlent une réduction des écarts entre les sexes dans les activités de financement.

Le tableau 5 présente les taux récents de demandes selon le type de financement, pour les deux sexes. En 2004, les taux de demande émanant des entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts

Tableau 5
Taux de demande selon le type de financement*

	2000		2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Tout type de financement	—	—	15	24	17	17
Emprunt	17	23	13	19	12	12
à long terme	—	—	5	9	5	6
à court terme	—	—	8	10	8	8
Crédit-bail	7	9	1	4	3	5
Capitaux propres	2	2	1	1	1	1
Crédit commercial	—	—	5	12	8	9

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %. On n'a pas effectué de tests statistiques pour 2000, car les données brutes n'étaient pas disponibles.

étaient plus élevés que ceux émanant des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts, et l'écart est statistiquement significatif pour toutes les catégories, sauf celle des capitaux propres. En 2007, toutefois, le pourcentage de PME ayant recherché un financement était identique pour les deux groupes (17 %). En fait, les taux de demande présentés en 2007 par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts et par celles de leurs homologues masculins étaient pratiquement identiques pour chaque type de financement.

Les entreprises appartenant en majorité à des femmes éprouvaient plus de difficulté à faire approuver leur financement par emprunt que celles appartenant en majorité à des hommes

Le tableau 6 présente les taux d'approbation, selon le type de financement et le sexe du propriétaire majoritaire. Comme l'indique le tableau, en 2004 les entreprises appartenant en majorité à des femmes enregistraient généralement des taux d'approbation inférieurs à ceux des entreprises appartenant en majorité à des hommes. Il appert toutefois que l'écart dans le taux d'approbation s'est rétréci en 2007 selon certains aspects. En 2004, le taux d'approbation pour le financement par emprunt des entreprises

appartenant en majorité à des femmes était de 79 %, contre 88 % dans le cas des entreprises appartenant en majorité à des hommes. L'écart est statistiquement significatif. En revanche, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts réussissaient très bien en 2004 à obtenir du crédit commercial lorsqu'elles le demandaient, portant à 84 % le taux d'approbation global du financement des entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts⁴.

En 2007, le marché du crédit était très actif, ce qui s'est traduit par d'importantes augmentations des taux d'approbation des demandes de financement pour les deux groupes. L'écart statistiquement significatif entre les taux d'approbation du financement par emprunt des deux groupes n'a pas disparu. Toutefois, en y regardant de plus près, le taux d'approbation pour le financement par emprunt à long terme (prêts à long terme et hypothèques) des entreprises appartenant en majorité à des femmes était excellent, soit 95 %, mais le taux d'approbation pour le financement par emprunt à court terme (cartes de crédit et marges de crédit) est demeuré stable à 77 % (comparativement à 94 % pour les entreprises appartenant en majorité

⁴ En raison d'un manque d'observations, les taux d'approbation des capitaux propres en 2004 et 2007 sont jugés non fiables et, par conséquent, ne sont pas présentés dans le tableau.

Tableau 6
Taux d'approbation selon le type de financement*

	2000		2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Tout type de financement	—	—	84	90	95	98
Emprunt	82	80	79	88	85	96
à long terme	—	—	70	84	95	98
à court terme	—	—	77	80	77	94
Crédit-bail	99	97	91	96	100	97
Capitaux propres	87	70	—	—	—	—
Crédit commercial	—	—	93	88	97	100

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %. On n'a pas effectué de tests statistiques pour 2000, car les données brutes n'étaient pas disponibles.

à des hommes)⁵. Il faut toutefois noter que les taux d'approbation dont il est question ici n'établissent pas de distinction entre l'approbation complète et partielle⁶ et ne prennent pas non plus en compte les effets d'échelle⁷.

Le plus souvent, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts obtenaient des montants de financement par emprunt nettement plus modestes que celles de leurs homologues masculins

Étant donné que l'incidence des demandes de financement qui ne sont pas approuvées dépend souvent du montant de financement demandé, il est important de se pencher sur le montant de financement par emprunt demandé et approuvé pour les deux groupes. En 2007, quel que soit le type de financement par emprunt demandé, le montant moyen approuvé pour les entreprises appartenant en majorité à des femmes était inférieur à celui approuvé pour les

entreprises appartenant en majorité à des hommes, et l'écart est statistiquement significatif. Comme l'indique le tableau 7, le financement par emprunt moyen approuvé pour les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts s'élevait à 68 000 \$ en 2004 et à 118 000 \$ en 2007. Ces deux chiffres correspondent à moins de 50 % du montant moyen approuvé pour les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts, pour chacune des deux années.

Il n'est pas possible de déterminer, à partir de ces seuls chiffres, si les femmes qui demandaient un crédit étaient plus susceptibles que les hommes de se voir entièrement ou en partie refuser le financement par emprunt, ou si elles demandaient tout simplement des montants de financement par emprunt plus modestes.

⁵ Les comparaisons des taux d'approbation en 2004 et 2007 contredisent en partie les résultats d'Orser et coll. (2006) qui indiquaient qu'en 2001, les femmes propriétaires d'entreprise n'essayaient pas plus souvent un refus (du moins pas à un niveau statistiquement significatif) pour le financement par emprunt, le crédit-bail ou le crédit commercial que les propriétaires d'entreprise de sexe masculin. En 2007, le financement par emprunt à court terme représentait environ 36 % du financement total par emprunt demandé par les femmes propriétaires.

⁶ Autrement dit, une demande de financement serait considérée comme étant « approuvée » dans la mesure où un « certain » montant a été approuvé, même s'il ne s'agit pas du montant total demandé.

⁷ En pareil cas, chaque demande de financement a eu le même coefficient dans les calculs, même si le montant du financement demandé pouvait différer considérablement d'une demande à une autre.

Tableau 7
Financement par emprunt approuvé (montant moyen en dollars)*

	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Emprunt à long terme moyen approuvé	161 000	221 000	163 000	340 000
Emprunt à court terme moyen approuvé	43 000	96 000	72 000	177 000
Montant moyen de l'emprunt total approuvé	68 000	147 000	118 000	284 000
Montant total de l'emprunt approuvé divisé par le montant total de l'emprunt demandé	87 %	89 %	94 %	94 %

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

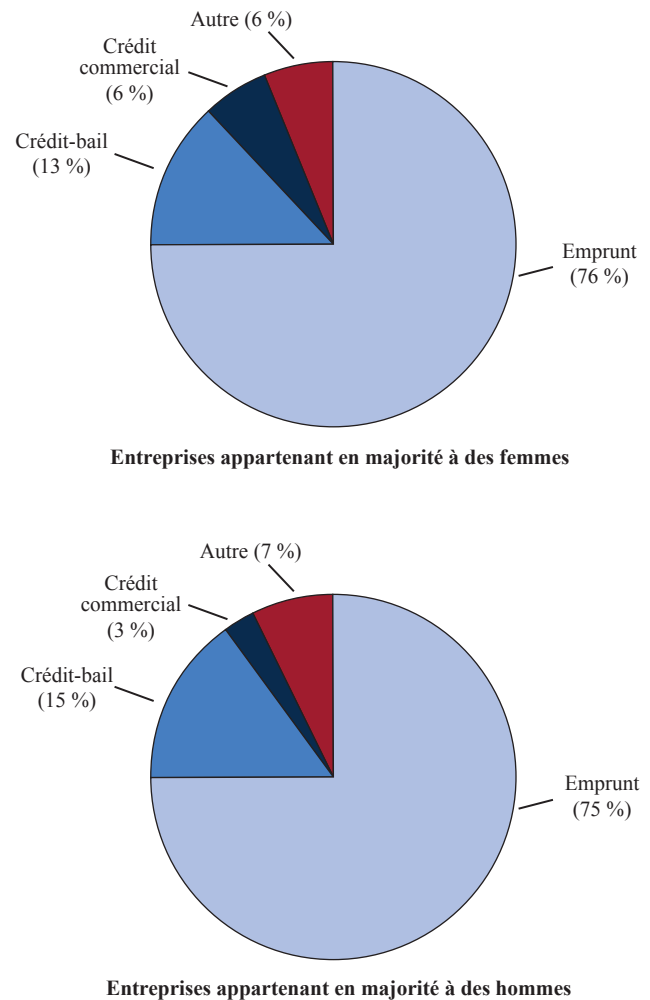
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

Pour trouver la réponse, on a calculé pour chaque sexe le ratio du montant total du financement par emprunt approuvé au montant total du financement demandé (c.-à-d. la somme de tout le financement par emprunt approuvé divisée par la somme de tout le financement demandé). Comme l'indique le tableau 7, le ratio est très similaire pour les deux groupes, tant en 2004 qu'en 2007, ce qui donne à penser que les femmes ont en fait demandé des montants d'emprunt moins élevés que les hommes. Par conséquent, pour ce ratio, il semble y avoir peu d'écart entre les deux groupes en ce qui concerne l'accès au financement par emprunt.

Somme toute, le financement par emprunt demeure le choix dominant pour ce qui est du financement externe des entreprises sondées. En 2007, la répartition du

financement selon le type était très similaire entre les deux groupes, avec au moins 75 % du montant total du financement approuvé se présentant sous la forme de financement par emprunt (figure 4).

Figure 4
Répartition du financement approuvé, 2007*



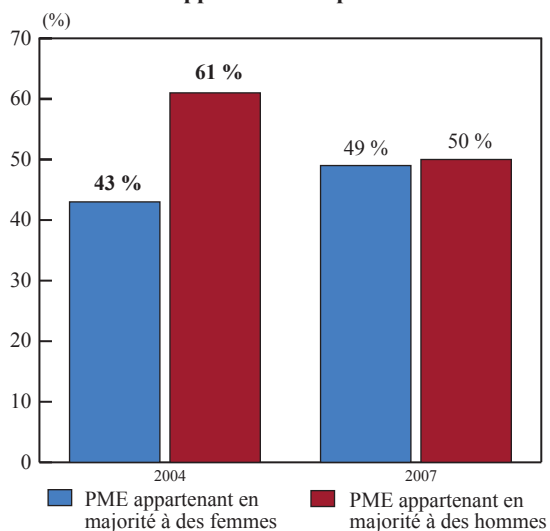
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

* Parmi les sources de financement dans la catégorie « Autre », mentionnons le financement par capitaux propres, le financement grâce à des programmes parrainés par le gouvernement, etc.

On n'observe guère de différence dans les conditions d'emprunt entre les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et celles de leurs homologues masculins

Les études antérieures donnaient à penser que l'on demandait plus souvent aux femmes propriétaires d'entreprise qu'à leurs homologues masculins une sùreté réelle avant d'approuver leur emprunt (Coleman, 2002; Riding et Swift, 1990), mais les données présentées à la figure 5 ne corroborent pas cette hypothèse. En 2004, les entreprises appartenant en majorité à des femmes se voyaient nettement moins souvent demander une sùreté réelle que celles appartenant en majorité à des hommes (43 % contre 61 %). En 2007, la demande de sùreté réelle était presque identique entre les deux groupes.

Figure 5
Pourcentage de PME à qui l'on a demandé une sùreté réelle comme condition d'approbation du prêt*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

Pour ce qui est des taux d'intérêt, en 2004, les entreprises appartenant en majorité à des femmes se voyaient imposer des taux d'intérêt plus élevés, en général, que celles appartenant en majorité à des hommes, mais en 2007 ce sont ces dernières qui se sont vu imposer des taux d'intérêt globalement plus

élevés (tableau 8). Il faut cependant noter que les taux d'intérêt sur les emprunts à long terme étaient très semblables, pour les deux catégories d'entreprises, en 2004 et en 2007. Somme toute, il n'existe pas de données convaincantes indiquant que les femmes propriétaires d'entreprise font face à des conditions d'emprunt moins favorables, tant pour ce qui est de la demande de sùreté réelle que pour les taux d'intérêt.

Tableau 8
Conditions d'emprunt (%) (moyenne pondérée)*

	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Taux à long terme	6,1	6,0	7,3	7,0
Durée (en mois)	77,8	71,1	49,8	68,0
Taux à court terme	8,0	7,3	6,9	7,6
Taux global	7,2	6,7	7,1	7,4

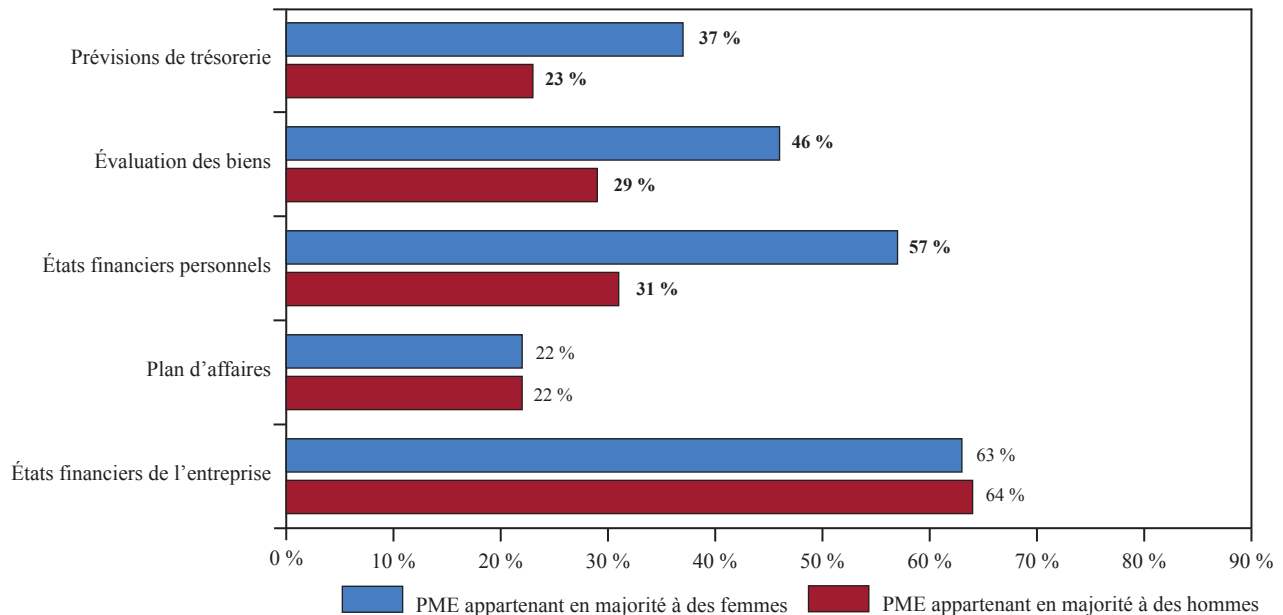
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.

* Étant donné que les valeurs indiquées sont des moyennes pondérées des différentes sous-catégories, les résultats des tests statistiques n'étaient pas fiables et, par conséquent, ne sont pas présentés.

Les femmes propriétaires d'entreprise doivent présenter une documentation plus complète

Dans le cadre du processus de demande d'emprunt, les femmes propriétaires d'entreprise devaient présenter en 2007 une documentation plus complète que leurs homologues masculins. Comme l'illustre la figure 6, les femmes propriétaires d'entreprise étaient tenues aussi souvent, voire plus souvent, que leurs homologues masculins de fournir chaque type de document requis. En particulier les femmes propriétaires d'entreprise étaient nettement plus susceptibles que leurs homologues masculins de devoir produire des états financiers personnels, une évaluation des actifs à financer et leurs prévisions de trésorerie.

Figure 6
Pièces demandées au cours du processus de demande d'emprunt, 2007*



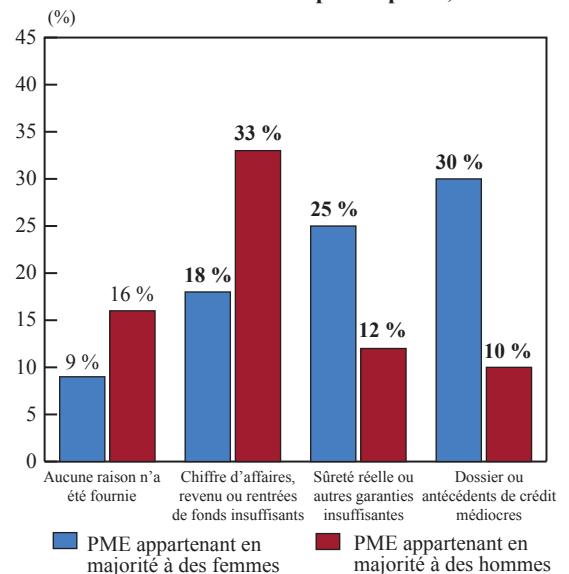
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

Les femmes propriétaires d'entreprise ont plus souvent que leurs homologues masculins un dossier de crédit peu convaincant et une absence de sûreté réelle

Les études antérieures montraient qu'un dossier de crédit peu convaincant pouvait empêcher les femmes propriétaires d'entreprise d'avoir accès au crédit (Moore, 2003). En 2004, 30 % des femmes propriétaires d'entreprise s'étaient d'ailleurs vu refuser un crédit en raison de leurs médiocres antécédents de crédit, comparativement à seulement 10 % de leurs homologues masculins (figure 7)⁸. En outre, les femmes propriétaires d'entreprise ont indiqué plus de deux fois plus souvent que leurs homologues masculins le manque de sûreté réelle pour expliquer la fin de non-recevoir de leur demande de crédit.

Figure 7
Raisons du refus du financement par emprunt, 2004*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

⁸ En raison d'un manque d'observations, les résultats de l'enquête de 2007 ont été jugés non fiables.

Les emprunteurs découragés sont des propriétaires d'entreprise qui auraient eu besoin d'un crédit, mais qui n'ont pas demandé de financement de crainte de se voir opposer un refus. En 2004, la grande majorité des femmes propriétaires d'entreprise qui n'avaient pas demandé de crédit ont expliqué qu'elles n'avaient pas besoin de financement externe⁹. Toutefois, comme l'illustre la figure 8, environ 5,4 % des femmes propriétaires d'entreprise qui n'avaient pas demandé de crédit ont expliqué qu'elles craignaient d'essayer un refus. Il s'agit d'un taux légèrement plus élevé que celui de leurs homologues masculins (3,5 %). En revanche, l'étude menée par Orser et coll. (2006), qui repose sur les données du PRF PME de 2001, n'a révélé aucune différence statistiquement significative entre les sexes concernant le pourcentage d'emprunteurs découragés. En fait, les études récentes ont révélé que lorsqu'on effectue un contrôle en fonction de diverses caractéristiques propres aux entreprises, aux propriétaires et au marché, les femmes propriétaires d'entreprise ne sont pas plus susceptibles que leurs homologues masculins d'être des emprunteurs découragés (Cole et Mehran, 2009).

UTILISATION PRÉVUE DU FINANCEMENT PAR EMPRUNT

Les entreprises appartenant en majorité à des femmes étaient plus susceptibles que celles appartenant en majorité à des hommes d'avoir recours au financement par emprunt pour obtenir des fonds de roulement ou d'exploitation

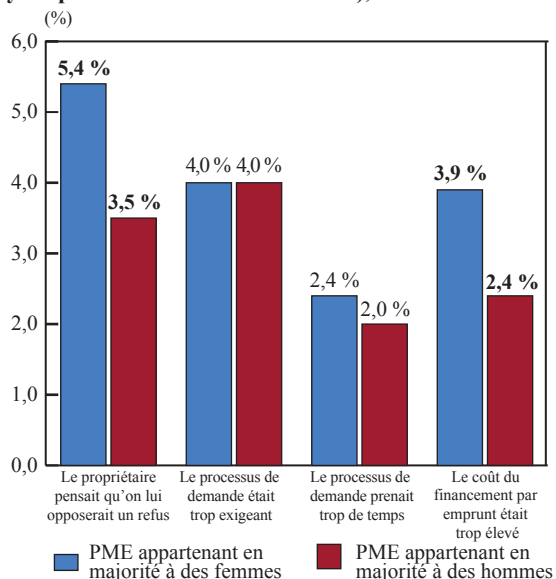
En 2007, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient tout aussi susceptibles de chercher à obtenir un financement par emprunt que celles de leurs homologues masculins (tableau 5), mais l'utilisation prévue du financement demandé diffère considérablement entre les deux groupes. Comme l'indique le tableau 9, 72 % des entreprises appartenant en majorité à des femmes et en quête d'emprunt avaient l'intention d'utiliser le financement pour leurs fonds de roulement, comparativement à 56 % des entreprises de leurs homologues masculins.

Tableau 9
Utilisation prévue (%) du financement par emprunt, 2007*

	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Terrains et bâtiments	17	12
Véhicules ou matériel roulant	9	19
Matériel et logiciels d'ordinateur	8	7
Autres machines et matériel	22	31
Immobilisations corporelles**	37	53
Fonds de roulement ou fonds d'exploitation	72	56
Recherche-développement	5	3
Consolidation de la dette	25	7
Immobilisations incorporelles	9	3
Achat d'une entreprise	12	7
Croissance de l'entreprise	53	34
Autre	19	13

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.
** Représente les quatre premières catégories; les PME ont souvent besoin de plusieurs types d'immobilisations corporelles.

Figure 8
Raisons sous-tendant le fait de ne pas avoir demandé de financement par emprunt (à l'exception des entreprises n'ayant pas eu besoin de financement), 2004*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

⁹ L'enquête de 2007 n'inclut pas de données concernant les raisons qui incitent à ne pas demander de crédit.

Fait notable, les femmes propriétaires d'entreprise ont été proportionnellement plus nombreuses que leurs homologues masculins (53 % contre 34 %, respectivement) à déclarer qu'elles comptaient utiliser le financement par emprunt pour soutenir la croissance de leur entreprise. Les entreprises appartenant en majorité à des femmes étaient également beaucoup plus enclines à avoir recours au financement pour consolider leur dette. En revanche, elles avaient comparativement moins recours au financement pour des immobilisations corporelles, comme les véhicules ou le matériel roulant. Cette situation peut être attribuable au fait que les PME appartenant en majorité à des femmes évoluent moins souvent que celles appartenant en majorité à des hommes dans les industries de production de biens, comme le secteur de la fabrication. Ceci peut expliquer pourquoi le montant de financement moyen approuvé était nettement supérieur dans le cas des entreprises appartenant en majorité à des hommes que dans le cas de celles appartenant en majorité à des femmes (tableau 7).

PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT

Les femmes propriétaires d'entreprise sont moins susceptibles d'avoir recours à plusieurs sources de financement pour démarrer une entreprise

Bien que les institutions financières soient la source de financement externe prédominante pour tous les propriétaires d'entreprise, les entrepreneurs qui veulent créer une nouvelle entreprise ont tendance à compter sur des sources de financement internes pour se procurer du capital. Comme l'indique le tableau 10, pour les trois années d'enquête, les économies personnelles sont une importante source de financement au cours du démarrage pour les deux groupes. Le crédit-bail a gagné en popularité en tant que source de financement de démarrage chez les femmes propriétaires d'entreprise, passant de 5 % en 2004 à 20 % en 2007. En revanche, beaucoup moins de femmes propriétaires d'entreprise ont eu recours au crédit commercial lors du démarrage d'une entreprise en 2007 qu'au cours des années précédentes. Somme toute, comparativement à leurs homologues masculins, les femmes propriétaires d'entreprise semblent moins enclines à se procurer plusieurs formes de financement de démarrage.

Tableau 10
Principales sources (%) de financement à l'étape du démarrage de l'entreprise*

Source de financement	2000		2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Prêt commercial ou personnel, marge de crédit, carte de crédit	**	**	44	70	49	51
Emprunt auprès d'un établissement de crédit public	5	5	7	7	6	3
Crédit commercial	13	20	21	33	3	13
Crédit-bail	8	14	5	20	20	10
Économies personnelles des propriétaires	63	67	56	64	70	76
Emprunt auprès d'amis et de parents des propriétaires	14	11	6	10	9	7
Investisseur providentiel	—	—	0,2	3	1	3

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2004 et 2007.

* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %. On n'a pas effectué de tests statistiques pour 2000 car les données brutes n'étaient pas disponibles.

** Les figures pour 2000 ne peuvent être calculées car les données brutes n'étaient pas disponibles.

À la différence des entreprises en démarrage, les propriétaires de PME déjà bien établies privilégient le financement externe comme source de financement

Au-delà de l'étape du démarrage, le financement externe constitue la principale source de financement pour les deux groupes (tableau 11). En 2004, les hommes propriétaires d'entreprise déclaraient nettement plus souvent qu'ils avaient eu recours à un financement externe au cours de l'exploitation de l'entreprise que les femmes propriétaires. Toutefois, cette disparité n'est plus statistiquement significative pour 2007.

Tableau 11
Principales sources (%) de financement des PME établies*

Source de financement	2000		2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Prêt commercial ou personnel, marge de crédit, carte de crédits	**	**	58	72	67	63
Emprunt auprès d'un établissement de crédit public	4	7	8	9	7	7
Bénéfices non répartis	—	—	—	—	53	59
Crédit commercial	30	41	22	40	14	24
Crédit-bail	17	17	9	16	27	20
Économies personnelles des propriétaires	40	34	39	43	60	54
Emprunt auprès d'employés	—	—	2	3	2	2
Emprunt auprès d'amis et de parents des propriétaires	8	10	6	9	12	8
Investisseur providentiel	—	—	4	1	5	4

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2000, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif à hauteur de 5 %. On n'a pas effectué de tests statistiques pour 2000, car les données brutes n'étaient pas disponibles.

** Les figures pour 2000 ne peuvent être calculées car les données brutes n'étaient pas disponibles.

INTENTIONS POUR L'AVENIR

Parmi les propriétaires qui envisageaient de vendre leur entreprise, les femmes étaient beaucoup plus enclines que les hommes à vendre à une partie de l'extérieur

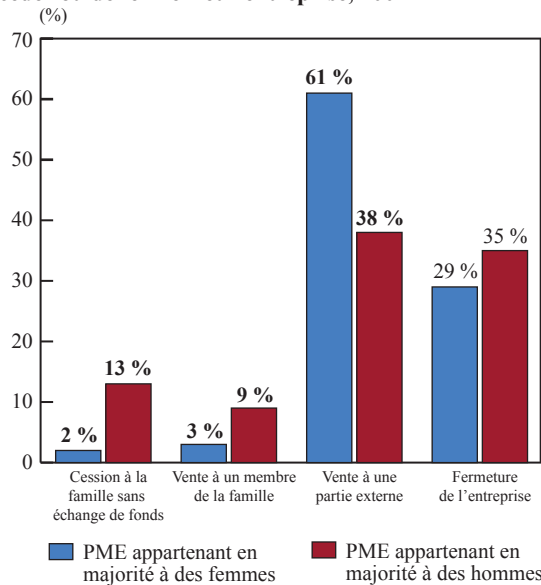
En 2007, 25 % des femmes propriétaires d'entreprise – le même pourcentage que leurs homologues masculins – ont indiqué qu'elles avaient l'intention de vendre, de céder ou de fermer leur entreprise dans les cinq années suivantes. Parmi ces propriétaires

Si les économies personnelles sont demeurées une source de financement importante, plus de la moitié des femmes propriétaires d'entreprise sondées en 2007 ont indiqué qu'elles avaient utilisé les bénéfices non répartis comme source de financement. De même qu'auprès des femmes propriétaires d'entreprise en démarrage, le crédit-bail avait gagné du terrain auprès des femmes propriétaires d'entreprise bien établies en 2007, alors que le crédit commercial avait perdu de son attrait, passant de 30 % en 2000 à 14 % en 2007.

d'entreprise, les femmes étaient beaucoup plus enclines à vendre leur entreprise à une partie de l'extérieur (61 %) que les hommes (38 %) (figure 9).

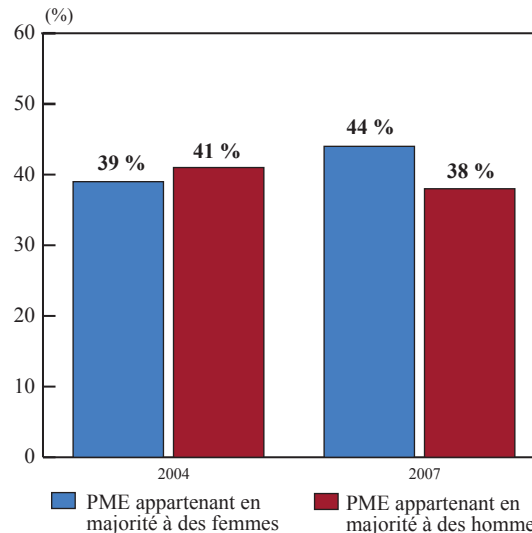
En revanche, les hommes étaient nettement plus susceptibles de vendre ou de céder leur entreprise à un membre de leur famille. Par ailleurs, les femmes propriétaires d'entreprise envisageaient moins souvent de fermer leur entreprise (29 %) que leurs homologues masculins (35 %), mais cette différence n'est pas statistiquement significative.

Figure 9
Intention des propriétaires qui envisageaient de vendre, de céder ou de fermer leur entreprise, 2007*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

Figure 10
PME ayant l'intention d'élargir la taille et la portée de leurs activités commerciales*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

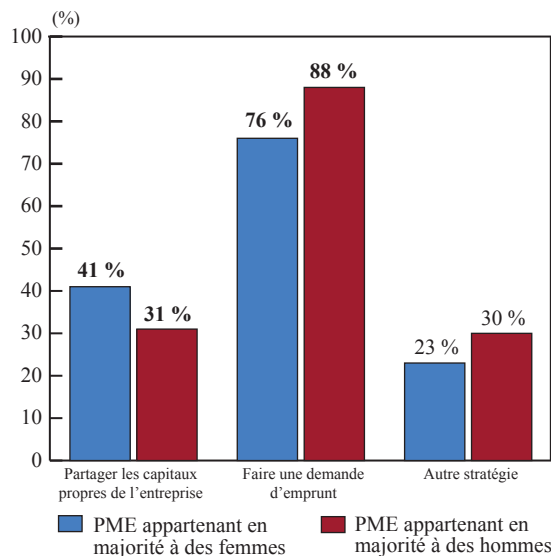
Parmi les propriétaires ayant l'intention de faire croître leur entreprise, les femmes envisageaient plus souvent que les hommes le partage de capitaux propres pour réunir le capital nécessaire à l'expansion

Les études antérieures ont émis l'hypothèse que la performance financière des PME appartenant en majorité à des femmes était associée aux aspirations des propriétaires relativement à la croissance (Hughes, 2006; Cliff, 1998). En 2007, 44 % des femmes propriétaires d'entreprise ont exprimé leur intention d'élargir la taille et la portée de leurs activités dans les deux années suivantes (figure 10). Cette conclusion contredit l'étude d'Orser et Hogarth-Scott (2002), selon laquelle les femmes propriétaires d'entreprise étaient moins axées sur la croissance que leurs homologues masculins.

Parmi les femmes propriétaires d'entreprise ayant fait état de leurs intentions de croissance, 46 % seulement ont indiqué que le financement actuel de leur entreprise était suffisant pour financer leurs plans d'expansion, comparativement à 57 % des hommes propriétaires d'entreprise ayant des intentions de croissance (soit un écart statistiquement significatif).

Ceci signifie que parmi les propriétaires ayant des intentions de croissance, les femmes avaient des besoins de financement supérieurs à ceux des hommes en 2007. Fait intéressant, parmi les propriétaires qui avaient besoin d'un financement additionnel pour financer leurs plans d'expansion, les femmes étaient nettement plus enclines que les hommes à envisager le partage des capitaux propres de l'entreprise, alors que les hommes avaient davantage tendance à privilégier une demande de prêt (figure 11). Même si les études antérieures donnaient à penser que les femmes propriétaires d'entreprise hésitent généralement à partager les capitaux propres de leur entreprise, de crainte de perdre en partie leur indépendance et le contrôle (Manigart et Struyf, 1997), les données présentées ici indiquent que les entreprises appartenant en majorité à des femmes ayant exprimé des intentions de croissance envisagent le partage des capitaux propres pour financer, le cas échéant, leur expansion. Autrement dit, les femmes propriétaires d'entreprise ayant des intentions de croissance sont peut-être plus souples dans leur stratégie de capitalisation que les écrits ne le suggèrent.

Figure 11
Stratégies de capitalisation envisagées lorsque le financement courant est insuffisant pour financer les plans d'expansion, 2007*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

OBSTACLES À LA CROISSANCE

Les femmes propriétaires d'entreprise percevaient davantage d'obstacles à la croissance que leurs homologues masculins

Le tableau 12 présente les obstacles à la croissance perçus et indiqués par les propriétaires d'entreprise en 2004 et en 2007. En 2007, l'augmentation des coûts pour l'entreprise était le principal obstacle à la croissance perçue à la fois par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts et celles de leurs homologues masculins. Toutefois, les femmes semblaient plus préoccupées par cet obstacle que les hommes. En outre, les femmes propriétaires d'entreprise étaient beaucoup plus préoccupées par l'augmentation de la concurrence et la hausse des primes d'assurance que leurs homologues masculins. Fait important, 21 % des femmes propriétaires d'entreprise ont mentionné l'accès au financement comme un obstacle à la croissance, comparativement à 16 % de leurs homologues masculins (un écart statistiquement significatif). Dans l'ensemble, si l'on en juge par les pourcentages comparatifs généralement plus élevés pour les PME appartenant en majorité à

des femmes, tout indique que les femmes propriétaires d'entreprise étaient proportionnellement plus nombreuses en 2007 que leurs homologues masculins à exploiter leur entreprise dans un contexte d'affaires exigeant.

Tableau 12
Obstacles à la croissance (%) et au développement*

Obstacles perçus	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée	31	39	34	40
Niveau d'imposition	49	46	—	—
Instabilité de la demande	39	35	37	32
Faible rentabilité	34	37	—	—
Obtention du financement	26	20	21	16
Réglementation gouvernementale	27	35	28	27
Compétences en gestion	12	14	12	10
Primes d'assurance	27	38	43	31
Réglementation environnementale	—	—	10	12
Augmentation des coûts pour les entreprises	—	—	59	53
Accroissement de la concurrence	—	—	49	36

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

PERFORMANCE FINANCIÈRE

Les résultats des études antérieures sur la performance financière des entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts étaient mitigés. Si certaines études donnaient à penser que les entreprises appartenant à des femmes affichaient une performance inférieure comparativement aux

entreprises appartenant à des hommes (Fairlie et Robb, 2009; Fischer et coll., 1993), d'autres ont produit des données portant à croire qu'une fois maîtrisés des facteurs comme la taille de l'entreprise, l'âge de l'entreprise, et les effets de l'industrie, il n'y a aucun écart entre les deux groupes pour ce qui est de la performance financière (Watson, 2002; Kalleberg et Leicht, 1991). À partir des données fiscales reliées au Programme, on a calculé le taux de croissance annualisé pondéré du revenu total et le nombre d'équivalents temps plein (employés) de 2004 à 2008 (tableaux 13 et 14)¹⁰. Comme nous l'avons déjà mentionné, la performance financière d'une entreprise peut être considérablement influencée par les aspirations de croissance initiales. Par conséquent, les taux de croissance sont comparés non seulement entre les sexes, mais également en fonction des intentions de croissance exprimées et des activités de financement.

Parmi les entreprises appartenant en majorité à des femmes, celles qui avaient fait part de leurs intentions de croissance en 2004 affichaient une croissance nettement supérieure à celles n'ayant pas exprimé d'intentions de croissance, en ce qui concerne le revenu total et les équivalents temps plein (employés)

Comme l'indique le tableau 13, le revenu total des PME dont les femmes détenaient la majorité des intérêts a augmenté plus lentement que celui des PME dont les hommes détenaient la majorité des intérêts, peu importe les activités de financement ou les intentions de croissance. Néanmoins, parmi les entreprises appartenant en majorité à des femmes, celles qui recherchaient un financement ou avaient exprimé des intentions de croissance en 2004 étaient en mesure de faire état d'un taux de croissance annualisé respectable d'au moins 3,6 %, tandis que celles qui n'avaient pas exprimé d'intentions de croissance affichaient une croissance du revenu total de seulement 0,9 %. L'écart observé dans la croissance

est encore plus grand dans le cas des entreprises appartenant en majorité à des hommes (6,7 % pour les entreprises ayant exprimé leurs intentions de croissance contre 1,2 % pour celles n'ayant pas exprimé d'intentions de croissance). Par conséquent, nonobstant les écarts dans la performance au chapitre de la croissance du revenu entre les entreprises appartenant à des femmes et celles appartenant à des hommes, on observe une forte corrélation entre les intentions de croissance initiales et la croissance réelle du revenu total, peu importe le sexe.

Tableau 13
Taux de croissance annualisé pondéré (%) du revenu total, de 2004 à 2008

Catégorie de PME	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Entreprises ayant recherché du financement	3,6	5,4
Entreprises n'ayant pas recherché de financement	2,1	4,1
Entreprises ayant exprimé des intentions de croissance	3,9	6,7
Entreprises n'ayant pas exprimé d'intentions de croissance	0,9	1,2

Source : Données fiscales reliées au Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

L'influence des intentions de croissance est également manifeste dans les comparaisons de la croissance au chapitre des équivalents temps plein (employés), en particulier pour les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts (tableau 14). En effet, celles ayant exprimé des intentions de croissance ont effectivement augmenté la taille de l'effectif (taux de croissance de 7,6 %), alors que celles qui n'avaient pas exprimé d'intentions de croissance ont en fait réduit leur effectif (-5,3 %).

¹⁰ Les taux de croissance ont été calculés uniquement pour les entreprises constituées en société qui ont indiqué leur chiffre d'affaires tant pour 2004 que pour 2008. En conséquence, les résultats présentés aux tableaux 13 et 14 ne font pas état des PME non constituées en société ou qui avaient cessé d'exister en 2008. Pour calculer les taux de croissance pondérés, on a utilisé les chiffres totaux selon le sexe pour chaque année.

En outre, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts et ayant exprimé des intentions de croissance ont également recruté beaucoup plus de nouveaux employés que celles de leurs homologues masculins. Ces résultats portent à croire que les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et ayant des intentions de croissance jouent un rôle important dans la création d'emplois au Canada.

Tableau 14
Taux de croissance annualisé pondéré (%) du nombre d'équivalents temps plein, de 2004 à 2008

Catégorie de PME	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts
Entreprises ayant recherché du financement	7,4	2,9
Entreprises n'ayant pas recherché de financement	-2,5	-1,0
Entreprises ayant exprimé des intentions de croissance	7,6	1,4
Entreprises n'ayant pas exprimé d'intentions de croissance	-5,3	-0,6

Source : Données fiscales reliées au Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

SOMMAIRE ET CONCLUSION

Les femmes entrepreneures jouent un rôle de premier plan dans la richesse et la création d'emplois au Canada. Il est donc important d'explorer les caractéristiques des entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et d'examiner si elles sont aux prises avec des difficultés particulières pour obtenir du financement. Malgré les nombreux travaux de recherche portant sur les femmes propriétaires d'entreprise, il est parfois difficile de parvenir à un consensus sur l'accès au financement et la performance financière des entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts. En utilisant principalement les données recueillies en 2004 et en 2007 dans le cadre de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*,

du Programme de recherche sur le financement des PME, le présent rapport a pour but de mettre à jour le profil des femmes propriétaires d'entreprise, d'effectuer des comparaisons avec les hommes propriétaires d'entreprise et de montrer les nouvelles tendances importantes qui peuvent se faire jour parmi les PME appartenant en majorité à des femmes.

Si les femmes propriétaires d'entreprise de moins de 40 ans étaient nettement moins nombreuses en 2007 qu'en 2001, elles demeuraient en moyenne plus jeunes que leurs homologues masculins et comptaient moins d'années d'expérience en tant que gestionnaire ou propriétaire. En outre, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient habituellement plus jeunes et évoluaient plus souvent dans le secteur du tourisme que les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts.

En revanche, certaines données nous indiquent que les PME appartenant en majorité à des femmes rattrapent peut-être celles appartenant en majorité à des hommes pour ce qui est de la taille de l'entreprise. En 2007, les entreprises appartenant en majorité à des femmes avaient par ailleurs un bénéfice net avant impôt, des actifs et des capitaux propres comparables à ceux des entreprises appartenant en majorité à des hommes. Toutefois, il y peut-être lieu d'émettre une réserve en ce qui concerne l'interprétation de ces résultats. En effet, en raison des limites des données, il est trop tôt pour dire si les résultats représentent un phénomène de courte durée ou une tendance à long terme. D'autres données et travaux seront nécessaires pour résoudre cette question.

En 2007, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient aussi enclines à rechercher du financement externe que les entreprises de leurs homologues masculins. Bien qu'il semble y avoir un écart entre les taux d'approbation des deux groupes, en y regardant de plus près on constate que les entreprises appartenant en majorité à des femmes avaient un taux d'approbation très semblable à celui des entreprises appartenant en majorité à des hommes pour ce qui est du financement par emprunt à long terme.

Celui-ci représentait près des deux tiers du montant total du financement par emprunt demandé par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts. Cependant, comparativement aux entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts, les entreprises appartenant à des femmes étaient beaucoup moins susceptibles de voir leur demande d'emprunt à court terme acceptée. Toutefois, lorsqu'on examine le ratio du montant total du financement par emprunt approuvé au montant total du financement par emprunt demandé, on constate que les ratios sont très similaires pour les deux sexes, tant en 2004 qu'en 2007. Par conséquent, pour ce qui est de ce ratio, il semble qu'il n'y ait guère d'écart dans l'accès au crédit entre les entreprises des deux groupes.

Le présent rapport n'a par ailleurs guère trouvé trace de disparité en ce qui a trait aux taux d'intérêts ou aux demandes de sûreté réelle entre les entreprises ayant bénéficié d'un financement par emprunt, peu importe le sexe des propriétaires majoritaires. En revanche, parmi les PME auxquelles on avait refusé un financement par emprunt, les entreprises appartenant en majorité à des femmes ont plus souvent essuyé un échec en raison d'un dossier de crédit médiocre ou d'un manque de sûreté réelle que celles appartenant à des hommes. Parmi les PME ayant exprimé leurs intentions de croissance, les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts étaient plus enclines à rechercher un financement externe pour financer leurs plans d'expansion que les entreprises de leurs homologues masculins. Si la majorité des entreprises ayant des intentions de croissance ont envisagé de présenter une demande de prêt pour appuyer leurs plans, les entreprises appartenant à des femmes avaient davantage tendance à envisager le partage des capitaux propres de leur entreprise que celles appartenant à des hommes, ce qui contredit une étude antérieure selon laquelle les femmes propriétaires d'entreprise étaient plus réticentes que leurs homologues masculins à changer la structure de propriété.

D'après les données fiscales reliées au Programme, les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts affichent des taux de croissance inférieurs à ceux des PME dont les hommes détiennent la majorité des intérêts pour ce qui est du revenu total. En ce qui concerne les taux de croissance des équivalents temps plein (employés), les entreprises appartenant à des femmes et qui ont exprimé des intentions de croissance se sont révélées nettement plus dynamiques dans l'embauche de nouveaux employés que celles appartenant à des hommes. Mais qui plus est, les entreprises ayant exprimé des intentions de croissance affichaient une croissance nettement plus forte que les entreprises n'ayant pas exprimé d'intentions de croissance, peu importe le sexe du propriétaire.

Les résultats présentés dans le rapport indiquent que, bien qu'il y ait encore des écarts entre les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et les PME dont les hommes détiennent la majorité des intérêts, certains de ces écarts sont peut-être en train de s'estomper. Le rapport fournit également des données montrant que les stratégies de financement et les courbes de croissance des entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts sont influencées par les intentions de croissance initiales. Par conséquent, l'étude des femmes propriétaires d'entreprise en tant que groupe homogène masque probablement les diverses difficultés de financement au sein du groupe. En fait, la relation entre les besoins de financement et les intentions de croissance deviendra vraisemblablement évidente si l'on classe les PME selon d'autres critères de catégorie (p. ex. entreprises rurales, exportateurs). En outre, les études mettant l'accent sur des groupes distincts de femmes propriétaires d'entreprise ayant des intentions de croissance, plutôt que sur des comparaisons faites exclusivement selon le sexe, pourraient aider les chercheurs à mieux comprendre les besoins réels en matière de financement et les préoccupations de ce groupe d'entrepreneures extrêmement important.

BIBLIOGRAPHIE

- Carter, N., 2002. « The Role of Risk Orientation on Financing Expectations in New Venture Creation: Does Sex Matter? », *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Babson-Kauffman Foundation. Accessible à www.babson.edu/entrep/fer/Babson2002/VI/VI_P2/P2/html/vi-p2.htm, consulté le 9 juillet 2010.
- Cliff, J.E., 1998. « Does One Size Fit All? Exploring the Relationship between Attitudes towards Growth, Gender, and Business Size », *Journal of Business Venturing*, vol. 13, n° 6, p. 523-542.
- Cole, R.A. et H. Mehran, 2009. « Gender and the Availability of Credit to Privately Held Firms: Evidence from the Surveys of Small Business Finances », Federal Reserve Bank of New York Staff Report, n° 383.
- Coleman, S., 2002. « Constraints Faced by Majority Female-Owned Firms Small Business Owners: Evidence from the Data », *Journal of Developmental Entrepreneurship*, vol. 7, n° 2, p. 151-173.
- Fabowale, L., B. Orser et A. Riding, 1995. « Gender, Structural Factors, and Credit Terms between Canadian Small Businesses and Financial Institutions », *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 19, n° 4, p. 41-65.
- Fairlie, R. et A.M. Robb, 2009. « Gender Differences in Business Performance: Evidence from the Characteristics of Business Owners Survey », University of California at Santa Cruz, Department of Economics.
- Fischer, E.M., A.R. Reuber et L.S. Dyke, 1993. « A Theoretical Overview and Extension of Research on Sex, Gender and Entrepreneurship », *Journal of Business Venturing*, vol. 8, n° 2, p. 151-168.
- Hughes, K.D., 2006. « Exploring Motivation and Success Among Canadian Female Business Owners », *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, vol. 19, n° 2, p. 107-120.
- Jennings, J.E. et M.P. Cash, 2006. « Majority Female-Owned Firms's Entrepreneurship in Canada: Progress, Puzzles and Priorities », dans Brush, C.G., N.M. Carter, E.J. Gatewood, P.G. Greene et M.M. Hart (dir.), *Growth Oriented Female Business Owners and Their Businesses: A Global Research Perspective*, London, Edward Elgar, p. 53-87.
- Kalleberg, A.L. et K.T. Leicht, 1991. « Gender and Organizational Performance: Determinants of Small Business Survival and Success », *Academy of Management Journal*, vol. 34, n° 1, p. 136-161.
- Manigart, S. et C. Struyf, 1997. « Financing High Technology Startups in Belgium: An Explorative Study », *Small Business Economics*, vol. 9, p. 125-135.
- Moore, D.P., 2003. « Majority Female-Owned Firms: Are You Ready to Be Entrepreneurs? », *Business & Economic Review*, vol. 49, n° 2, p. 15-21.
- Orser, B. et S. Hogarth-Scott, 2002. « Opting for Growth: Gender Dimensions of Choosing Enterprise Development », *Canadian Journal of Administrative Sciences*, vol. 19, n° 3, p. 284-300.
- Orser, B.J., A.L. Riding et K. Manley, 2006. « Women Entrepreneurs and Financial Capital », *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 30, n° 5, p. 643-665.
- Riding, A.L. et C.S. Swift, 1990. « Majority Female-Owned Firms Business Owners and Terms of Credit: Some Empirical Findings of the Canadian Experience », *Journal of Business Venturing*, vol. 5, n° 5, p. 327-340.
- Watson, J., 2002. « Comparing the Performance of Male and Female-Controlled Businesses: Relating Outputs to Inputs », *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 26, n° 3, p. 91-100.

Programme de recherche sur le financement des PME

Les *Profils de financement des petites entreprises*, qui regroupent une série d'articles portant sur des segments particuliers du marché, s'inscrivent dans le cadre des initiatives d'Industrie Canada visant à présenter des rapports sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Conformément aux recommandations formulées en 1999 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien, le Programme de recherche sur le financement des PME est un vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances, Industrie Canada cherche à brosser un tableau complet du financement des petites et moyennes entreprises en publiant des données sur l'offre et la demande.

Dans le cadre du Programme, Statistique Canada mène une série d'enquêtes nationales sur les petites et moyennes entreprises (*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*) et les fournisseurs de services financiers (*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*). En complément, Industrie Canada réalise des études sur certains aspects particuliers du financement des PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de recherche sur le financement des PME et avoir accès aux conclusions et rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca. Pour en apprendre davantage sur la méthode de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, visitez le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cet article, faites parvenir un courriel à info@smefdi-prfpme.gc.ca.

Réviseurs

Réviseurs de l'intérieur

Richard Archambault, Industrie Canada

Denis Martel, Industrie Canada

Réviseuses de l'extérieur

Karen D. Hughes, Université de l'Alberta

Jennifer E. Jennings, Université de l'Alberta

Barbara J. Orser, Université d'Ottawa

Information sur le droit d'auteur

Pour obtenir une version imprimée de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)

Tél. (appels locaux) : 613-941-5995

ATS : 1-800-465-7735

Télé. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)

Télé. (envois locaux) : 613-954-5779

Courriel : publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimedia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441E, tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-995-8552

Télé. : 613-954-6436

Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également disponible par voie électronique en version HTML (www.pme-prf.gc.ca).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright.@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu188-4/2-2010F-PDF

ISBN 978-1-100-95687-9

60812

Also available in English under the title *Small Business Financing Profiles – Women Entrepreneurs, October 2010*.